

Le capital financier

Cinquième partie - la politique économique du capital financier • chapitre xxv - le prolétariat et l'impérialiste

Rudolf Hilferding, 1910

La politique économique du prolétariat est en contradiction fondamentale avec celle des capitalistes et chaque prise de position dans des questions de détail est marquée par cette contradiction. La lutte du salariat contre le capital est d'abord une lutte pour la participation à la plus-value du produit annuel créée par la classe ouvrière - y compris les employés productifs et les dirigeants de la production. Cette lutte se manifeste directement en tant que lutte pour le contrat de travail et se poursuit en tant que lutte pour la politique économique de l'Etat. Dans ce domaine, l'intérêt des ouvriers exige avant tout l'élargissement du marché intérieur. Plus le salaire est élevé, plus est importante la part de la plus-value qui constitue directement une demande de marchandises, et notamment de biens de consommation. Mais extension des industries productrices de biens de consommation, de produits manufacturés en général, signifie extension des secteurs à basse composition organique, c'est-à-dire des industries employant un personnel nombreux. Cela entraîne un accroissement rapide de la demande de main-d'œuvre et, par là, une position plus favorable des ouvriers sur le marché du travail, renforcement de l'organisation syndicale, d'où perspectives de victoire pour de nouvelles luttes de salaires. Tout autre est l'intérêt des employeurs. L'extension du marché intérieur par augmentation des salaires signifie pour eux une baisse du taux de profit avec la perspective d'une nouvelle baisse, laquelle entraîne à son tour un ralentissement de l'accumulation. En même temps, leur capital est poussé dans les industries de produits manufacturés, où la concurrence est la plus vive, et la capacité de cartellisation la plus faible. Certes, leur intérêt est d'élargir le marché, mais non aux dépens du taux de profit, ce qui est possible quand, le marché intérieur restant le même, ils élargissent le marché extérieur. Une partie du nouveau produit ne devient pas le revenu des ouvriers et n'accroît pas la demande de produits indigènes, mais est placée en tant que capital qui sert à la production pour le marché extérieur. Dans ce cas, par conséquent, le taux de profit est plus élevé et l'accumulation plus rapide. C'est pourquoi la politique commerciale des entrepreneurs a avant tout en vue le marché extérieur, celle des ouvriers le marché intérieur, et aboutit ainsi à une politique des salaires.

Aussi longtemps que les droits protecteurs sont des droits éducatifs pour les industries de produits manufacturés, ils ne sont pas en contradiction avec les intérêts du salariat. Ils nuisent certes à l'ouvrier en tant que consommateur mais ils accélèrent le développement industriel et peuvent par conséquent le dédommager en tant que producteur si les syndicats sont assez forts pour exploiter la situation. Ceux qui ont à souffrir de ces droits de douane sont bien plus les artisans, les petits industriels et les paysans, que les ouvriers d'usine. Mais il en est autrement quand les droits de douane deviennent droits de protection des cartels. Nous savons que ces derniers se forment avant tout dans les branches de production de haute

composition organique, La production de surprofit dans ces secteurs entrave le développement des industries productrices de biens de consommation, En outre, l'augmentation du prix des produits alimentaires provoquée par les droits de douane sur les produits agricoles signifie une baisse du salaire réel et, par là, un rétrécissement du marché intérieur dans la mesure où ce dernier est déterminé par la demande des ouvriers en produits industriels, L'ouvrier est ainsi désavantagé à la fois comme consommateur et comme producteur, du fait de cette politique qui frappe les industries employant un nombreux personnel. Par ailleurs, la cartellisation signifie un renforcement de la position des employeurs sur le marché du travail, un affaiblissement des syndicats. Mais les droits de protection des cartels constituent le plus fort stimulant à l'accroissement des exportations de capital et mènent nécessairement à une politique d'expansion de l'impérialisme.

Nous avons vu que les exportations de capital sont la condition de l'expansion rapide du capitalisme. Cette expansion est la condition vitale du maintien de la société capitaliste en général, mais aussi du maintien, sinon de l'augmentation, du taux de profit. Cette politique d'expansion unit toutes les couches des possédants au service du capital financier. Le protectionnisme et l'expansion deviennent ainsi l'exigence commune de la classe dirigeante. Mais le fait que la classe capitaliste se détourne de la politique du libre-échange signifie que celle-ci n'a plus aucune chance de succès. Car le libre-échange n'est pas une revendication positive du prolétariat, elle n'est pour lui qu'une défense contre la politique protectionniste, qui signifie la cartellisation plus rapide et plus stricte, donc le renforcement de l'organisation patronale, l'aggravation des antagonismes nationaux, l'accroissement des armements, de la pression fiscale, l'abaissement du niveau de vie, le renforcement du pouvoir d'Etat, l'affaiblissement de la démocratie, et la naissance d'une idéologie de violence, anti-ouvrière. Dès que la bourgeoisie a tourné le dos à la politique du libre-échange, la lutte en faveur de cette politique n'a aucune chance de succès, car le prolétariat à lui seul est trop faible pour l'imposer.

Mais cela ne peut absolument pas signifier que le prolétariat doive se convertir à la politique protectionniste moderne, avec laquelle l'impérialisme est indissolublement lié. Qu'il ait compris la nécessité de cette politique pour la classe capitaliste et par conséquent sa victoire, aussi longtemps qu'elle exerce le pouvoir, n'est pas une raison pour le prolétariat de renoncer à sa politique propre et de capituler devant celle de ses ennemis ou de se laisser aller à des illusions sur l'utilité prétendue que la généralisation et l'accroissement de l'exploitation signifient pour sa situation de classe. Mais cela n'empêche pas le prolétariat de se rendre compte que la politique impérialiste ne fait que généraliser la révolution du capitalisme et par là, du même coup, les conditions de la victoire du socialisme. Mais, si faible que soit la conviction que la politique du capital financier doit mener à des développements guerriers et, par là, au déclenchement d'orages révolutionnaires, et puisse détourner le prolétariat de sa lutte impitoyable contre le militarisme et la politique de guerre, il lui est impossible, sous prétexte qu'en fin de compte la politique d'expansion du capital est le facteur le plus puissant de sa victoire définitive, de soutenir cette politique. Tout au contraire, la victoire ne peut sortir que de l'opposition à cette politique, parce que c'est seulement ainsi que le prolétariat peut

tirer profit de l'effondrement auquel elle doit aboutir, effondrement politique et social, mais non économique, ce qui n'est pas une conception rationnelle. Le protectionnisme et les cartels signifient hausse du coût de la vie ; les organisations patronales renforcent la capacité de résistance du capital à l'assaut des syndicats ; la politique d'armements et la politique coloniale aggravent de plus en plus le poids des impôts qui pèsent sur le prolétariat ; le résultat de cette politique, l'affrontement armé des Etats capitalistes ; signifie un énorme accroissement de la misère, mais tous ces facteurs, qui ont pour effet de renforcer la conscience révolutionnaire des masses populaires, ne peuvent être mis au service d'une transformation complète de l'économie que si la classe dont la mission est de créer la société nouvelle saisit d'avance tous les résultats de cette politique. Cela n'est possible que si l'on montre clairement à quel point elle est contraire aux intérêts des masses populaires, ce qui ne peut se faire à son tour qu'au moyen d'une lutte constante, impitoyable, contre la politique impérialiste.

Mais, si le capital ne peut faire aucune autre politique qu'impérialiste, le prolétariat ne peut pas lui opposer celle qui fut la politique de l'époque de la domination du capital industriel. A la politique capitaliste la plus avancée, il ne peut opposer celle déjà dépassée de l'époque du libre-échange et de l'hostilité au pouvoir d'Etat. Sa réponse à la politique économique du capital financier, l'impérialisme, ne peut pas être le libre-échange mais seulement le socialisme. Ce n'est pas l'idéal devenu réactionnaire du rétablissement de la libre concurrence, mais la suppression complète de la concurrence par la suppression du capitalisme qui peut être maintenant le but de la politique prolétarienne. Au dilemme bourgeois : protectionnisme ou libre-échange ? le prolétariat répond : ni l'un ni l'autre, mais socialisme, organisation de la production, réglementation consciente de l'économie, non par les magnats du capital et à leur profit, mais par et au profit de l'ensemble de la société, qui se subordonne enfin l'économie, comme elle s'est subordonné la nature depuis qu'elle en a découvert les lois. Le socialisme cesse d'être un idéal lointain et même un « objectif final » qui ne fait que donner un sens général aux « revendications présentes » et devient un élément essentiel de la politique pratique immédiate du prolétariat. C'est précisément dans les pays où la politique de la bourgeoisie s'est imposée le plus complètement, où les revendications démocratiques de la classe ouvrière ont été satisfaites dans leurs parties les plus importantes au point de vue social, que le socialisme doit, comme la seule réponse à l'impérialisme, être mis au premier plan de la propagande pour assurer l'indépendance de la politique ouvrière et montrer sa supériorité pour la défense des intérêts prolétariens.

Le capital financier met la disposition de la production sociale de plus en plus entre les mains d'un petit nombre de grandes associations de capital ; il sépare la direction de la production de la fonction de propriété et socialise la production jusqu'à la limite qu'il est possible d'atteindre à l'intérieur du capitalisme. Les barrières de la socialisation capitaliste sont formées : premièrement, par la division du marché mondial en territoires économiques nationaux des différents pays, division qu'on ne peut surmonter que péniblement et incomplètement par la cartellisation internationale, à quoi il faut ajouter qu'elle prolonge la durée de la lutte pour la concurrence que se livrent cartels et trusts avec l'aide du pouvoir d'Etat; deuxièmement, par la

formation de la rente foncière, qui entrave la concentration dans l'agriculture; troisièmement, enfin, par les mesures en vue de prolonger l'existence des petites et moyennes entreprises.

Le capital financier signifie en fait l'établissement du contrôle social sur la production. Mais il est socialisation sous une forme antagonique : le contrôle de la production sociale reste entre les mains d'une oligarchie. La lutte pour l'expropriation de cette oligarchie constitue la dernière phase de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat.

La fonction socialisante du capital financier facilite considérablement la suppression du capitalisme. Dès que le capital financier a mis sous son contrôle les principales branches de production, il suffit que la société, par son organe d'exécution, l'Etat conquis par le prolétariat, s'empare du capital financier pour avoir immédiatement la disposition des principales branches de production. Toutes les autres en dépendent et le contrôle de la grande industrie signifie déjà le contrôle social le plus efficace sans autre mesure immédiate de socialisation. La société, qui dispose des mines, de toute l'industrie métallurgique jusqu'aux entreprises de construction mécanique, de la construction de matériel électrique et de l'industrie chimique, qui contrôle le système des transports, a dans sa main la répartition des matières premières aux autres industries et le transport de leurs produits, et peut ainsi les contrôler également. La prise de possession de six grandes banques berlinoises signifierait dès maintenant la prise de possession des principales branches de la grande industrie et faciliterait considérablement, pendant la période transitoire, tant que le système de comptabilité capitaliste se révélerait encore utile, la politique du socialisme à ses débuts. Il n'est pas du tout nécessaire d'étendre l'expropriation aux petites entreprises paysannes et artisanales, car, par suite de la mainmise sur la grande industrie, dont elles dépendent depuis longtemps, elles sont socialisées indirectement comme celle-ci l'est directement. Il est donc possible de laisser se développer lentement le processus d'expropriation précisément là où, à cause de sa décentralisation, il serait long et politiquement dangereux, c'est-à-dire de substituer à un acte d'expropriation par l'Etat une socialisation progressive au moyen d'avantages économiques accordés par la société, parce que le capital financier a déjà procédé à cette expropriation dans la mesure nécessaire pour le socialisme.

Si le capital financier crée ainsi, dans le domaine de l'organisation, les dernières conditions au socialisme, il rend aussi, du point de vue politique, le passage plus facile. L'action de la classe capitaliste elle-même, telle qu'elle se présente dans la politique impérialiste, montre au prolétariat la voie d'une politique indépendante qui ne peut aboutir qu'à la suppression du capitalisme en général. Aussi longtemps que régnait le principe du « laisser faire », que l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques et par là, le caractère de l'Etat en tant qu'organisation de la domination de classe, étaient masqués, il fallait un degré relativement élevé d'intelligence pour comprendre la nécessité de la lutte politique et avant tout celle de l'objectif final, à savoir la conquête du pouvoir d'Etat. Ce n'est pas par hasard si c'est précisément en Angleterre, le pays classique de la non-intervention, qu'il a été si difficile de susciter une action politique indépendante de la classe ouvrière. Mais, entre-temps, la situation a changé. La classe capitaliste a pris si ouvertement et si nettement possession de la

machine de l'Etat et en fait l'instrument de ses intérêts d'exploitation d'une façon qui est devenu si sensible au dernier des prolétaires, qu'il est maintenant obligé de reconnaître que la conquête du pouvoir politique par le prolétariat est son intérêt immédiat, personnel. La prise de possession de l'Etat par la classe capitaliste pousse chaque prolétaire à la conquête du pouvoir politique comme seul moyen de mettre fin à l'exploitation dont il est victime¹.

La lutte contre l'impérialisme aggrave tous les antagonismes de classe au sein de la société bourgeoise. Mais le prolétariat, en tant qu'ennemi le plus acharné de l'impérialisme, reçoit du renfort d'autres classes. L'impérialisme qui, au début, avait été soutenu par toutes les autres classes, contraint finalement ses partisans à prendre la fuite. Plus la monopolisation progresse, plus le poids du surprofit pèse lourdement sur les autres classes. La hausse des prix provoquée par les trusts abaisse leur niveau de vie d'autant plus que la tendance à la hausse des prix des produits alimentaires fait monter ceux des denrées les plus nécessaires. En même temps s'accroît le poids des impôts qui frappent également les classes moyennes, lesquelles deviennent de plus en plus rebelles. Les employés voient disparaître de plus en plus leurs perspectives d'avancement et se sentent de plus en plus des prolétaires exploités. De même les couches moyennes du commerce et de l'industrie se rendent compte de leur dépendance à l'égard des cartels, qui les transforment en simples agents payés à la commission. Mais tous ces antagonismes doivent s'aggraver jusqu'à devenir intolérables à partir du moment où l'expansion du capital se ralentit. Ce qui se produit quand le développement des sociétés par actions et des cartels entre dans une période de pause relative et que la formation de nouveaux bénéfices de fondateur et par là la tendance à l'exportation du capital montre des signes d'essoufflement. L'ouverture au commerce des marchés de l'Extrême-Orient, le développement rapide du Canada, de l'Afrique du Sud et des pays de l'Amérique latine ont contribué énormément aux progrès foudroyants, interrompus seulement par de brèves dépressions, que le capitalisme a réalisés depuis 1895. Mais, s'ils se ralentissent, la pression des cartels sur le marché intérieur doit se manifester d'autant plus fortement, car c'est précisément pendant les périodes de dépression que la concentration est la plus rapide. En outre, le ralentissement de l'extension du marché mondial a pour résultat d'aggraver la lutte entre les pays capitalistes pour leurs débouchés et cela d'autant plus que des marchés importants jusqu'alors libres sont soustraits à la concurrence d'autres pays du fait de l'introduction de droits protecteurs, par exemple en Angleterre. Le danger de guerre accroît les armements et le poids des impôts et pousse finalement les classes moyennes, qui voient leur niveau de vie de plus en plus menacé, dans les rangs du prolétariat, lequel recueille ainsi les fruits de l'affaiblissement du pouvoir d'Etat et du conflit guerrier².

C'est une loi historique : dans les sociétés fondées sur des antagonismes de classes, les grandes transformations sociales ne se produisent que quand la classe dominante a atteint le plus haut degré possible de concentration de son pouvoir. Le pouvoir économique de la classe dominante signifie toujours en même temps pouvoir sur les hommes, disposition de la force de travail vivante. Mais, par là, le maître de l'économie tombe sous le pouvoir de ceux qu'il domine. Car, en accroissant son pouvoir, il accroît en même temps celui de la classe qui lui est

opposée. En tant que classe opprimée, elle est impuissante. Sa force, qu'elle ne peut montrer que dans la lutte, dans le renversement du pouvoir de la classe dominante, apparaît latente, tandis que celle de la classe dominante est la seule qui se manifeste ouvertement. C'est seulement dans le heurt de ces deux forces, par conséquent dans la période révolutionnaire, que celle de la classe opprimée apparaît réelle.

Le pouvoir économique signifie en même temps pouvoir politique. Le contrôle de l'économie donne la disposition du pouvoir d'Etat. Plus la concentration dans le domaine économique est forte, plus la domination de l'Etat est illimitée. Cette concentration de tous les pouvoirs de l'Etat apparaît comme le stade le plus élevé de sa puissance, l'Etat comme instrument impitoyable du maintien de la domination économique, mais, du même coup la conquête du pouvoir politique comme condition préliminaire de la libération économique. La révolution bourgeoise ne s'est faite que quand l'Etat absolu, après avoir soumis les grands seigneurs féodaux, a rassemblé en lui tous les pouvoirs, tandis que la concentration du pouvoir politique entre les mains d'un petit nombre de grands seigneurs féodaux avait été la condition de la victoire de la monarchie absolue. Ainsi la victoire du prolétariat est liée à la concentration du pouvoir économique entre les mains d'un petit nombre de magnats du capital ou d'associations de magnats et à leur domination sur le pouvoir d'Etat.

Le capital financier dans sa perfection signifie le plus haut stade de concentration de pouvoir économique et politique entre les mains de l'oligarchie capitaliste. Il accomplit la dictature des magnats du capital. En même temps, il rend la dictature des maîtres du capital d'un pays déterminé de plus en plus incompatible avec les intérêts capitalistes d'un autre pays et la domination du capital à l'intérieur du pays de plus en plus inconciliable avec les intérêts des masses populaires exploitées par le capital financier, mais appelées par lui à la lutte. Dans le heurt violent de ces intérêts opposés, la dictature des magnats du capital se transforme finalement en la dictature du prolétariat.

Notes

1 « Le système protectionniste moderne, et c'est en cela que consiste son importance historique, introduit la dernière phase du capitalisme. Pour arrêter la baisse du taux de profit, cette loi fondamentale du capitalisme, le capital supprime la libre concurrence, s'organise et est mis en mesure par son organisation de s'emparer du pouvoir d'Etat pour le faire servir directement à ses intérêts d'exploitation. Ce n'est plus la classe ouvrière seule, mais la population tout entière qui est soumise au besoin de profit de la classe capitaliste. Tous les moyens de puissance dont dispose la société sont réunis pour les transformer en instruments d'exploitation de la société par le capital. C'est le premier degré de la société socialiste, parce qu'il en est la négation complète : socialisation consciente de toutes les forces économiques existant dans la société actuelle, mais socialisation, non dans l'intérêt de la collectivité, mais pour renforcer d'une façon inouïe le degré d'exploitation de la collectivité. Or, c'est précisément le caractère évident de cet état de choses qui rend à la longue son maintien impossible. Il suscite, en face de l'action de la classe capitaliste, à laquelle la concentration des moyens de production a apporté la concentration de sa conscience et de son activité, l'action du prolétariat, à qui il ne faut que prendre conscience de sa force pour devenir irrésistible » (Rudolf Hilferding, « La Nouvelle Fonction du protectionnisme », *Neue Zeit*, XXI, 2).

2 Voir Karl Kautsky, *Le Chemin du pouvoir*, en particulier le chapitre final, « Une nouvelle ère de révolutions ».